

**Les chantiers de l'islam au défi du local
Nice, 30 mars 2017**

L'INSTITUTIONNALISATION, DE L'ISLAM EN BELGIQUE, DU LOCAL AU FEDERAL

Jean-François Husson

 CRAIG | Centre de Recherche
en Action publique,
Intégration et
Gouvernance

 **UCL**
Université
catholique
de Louvain


Université
de Liège

 **FUTP**
Bruxelles
Faculté Universitaire de Théologie Protestante

Plan de l'intervention

- 0. Intro : l'inscription sur l'agenda politique
- 1. Paysage convictionnel
- 2. Présence de l'islam en Belgique
- 3. La reconnaissance du culte islamique
- 4. Modalités de reconnaissance et répartition des compétences
- 5. Conséquences de la reconnaissance
- 6. Enjeux et controverses
- 7. Conclusions

1. Paysage convictionnel – à l'origine

- Territoire actuel de la Belgique = Pays-Bas autrichiens + Principauté de Liège annexés à la France en 1795
- Régime concordataire français (1801) et suites
- Rattachement aux Pays-Bas (1815) puis indépendance (1830)
- Unionisme (catholiques et libéraux) : constitution libérale et cultes reconnus (financement sans réel contrôle) : catholique, protestant, israélite puis anglican (loi de 1870).

1. Paysage convictionnel - développements

- 1970 : première proposition de loi pour la reconnaissance de la « religion mahométane »
- 1974 : reconnaissance du culte islamique
- 1981 : financement de la laïcité organisée dans l'attente de sa reconnaissance complète
- 1985 : reconnaissance du culte orthodoxe
- 1993 : modification de la constitution : Etat fédéral + élargissement aux organisations laïques
- 2001 : régionalisation partielle temporel des cultes
- 2006 : premier subside en vue de la reconnaissance du bouddhisme

2. Présence de l'islam en Belgique

- Présence ancienne mais très limitée à l'origine
- Migrations importantes à partir des accords de 1964 (Maroc, Turquie)
- Incendie de l'Innovation (1965) – geste saoudien
- Présence d'étudiants et réfugiés albanais : à l'origine des premières mosquées
- Aujourd'hui, de 400 000 à > 700 000 musulmans en Belgique (dont convertis)

3. La reconnaissance du culte islamique

- Reconnaissance sur la base des grandes religions : quels arrangements intra-convictionnels ?
 - Ex. cultes protestant, islamique, orthodoxe,...
- Quel organe représentatif ?
 - Quel interlocuteur ? CICB...
 - Problème récurrent de la constitution et du fonctionnement de l'Exécutif des Musulmans de Belgique (élections sur base des origines nationales en 1998 et 2005)
- Quelles adaptations du dispositif ?

4. Modalités de reconnaissance et répartition des compétences

- Etat fédéral
 - Reconnaissance du culte (critères politiques)
 - Reconnaissance de l'organe chef de culte
 - Cadre législatif des organisations d'assistance morale non confessionnelles
 - Cadre législatif et prise en charge des traitements et pensions des ministres des cultes et délégués des OPNC
 - Législation associations (ASBL, AISBL, Fond.)

4. Modalités de reconnaissance et répartition des compétences

- Régions
 - Cadre législatif des établissements culturels
 - Reconnaissance des communautés culturelles locales
 - NB : parallélisme avec octroi ministre du culte (Féd.)
 - Subsidés investissements et patrimoine
- Pouvoirs locaux
 - Financement du déficit des établissements

5.1. Conséquences de la reconnaissance - représentation

- Intervention publique pour l'organisation d'élections pour l'organe représentatif
 - Controverses (1998, 2005) même si retrait (2016)
- Financement de l'organe représentatif
 - Important car traite dossiers reconnaissance mosquées et dossiers imams
 - Cas unique du culte islamique et de la laïcité organisée – a permis initiatives formation
- Personnel de « staff » de l'EMB
 - Prise en charge par le SPF Justice, comme autres cultes

5.2. Conséquences de la reconnaissance - pratique du culte

- Couverture du déficit des mosquées reconnues (= comités islamiques) si conditions administratives rencontrées (budget, comptes, tutelle)
 - 295 mosquées dont > 77 reconnues (50% en RW)
 - Demandes en attente (problème budgétaire...)
 - Mosquées ne souhaitant pas être reconnues
- Prise en charge des traitements du secrétariat EMB et imams des mosquées reconnues
 - Situation comparable aux autres cultes
 - 131 postes accordés – 60 occupés -> cas Diyanet
- Interventions des Régions pour les travaux
- Exonération impôt foncier (tous)

5.3. Conséquences de la reconnaissance – AMR

- Aumôneries
 - Comme autres cultes pour établissements pénitentiaires et protection de la jeunesse
 - En retard pour Défense
 - Hôpitaux ?
- Emissions radio-TV
 - Cultes islamique et anglican non pourvus en FWB
 - Développements attendus

5.4. Conséquences de la reconnaissance – cours de religion

- Pacte scolaire (1958) puis Constitution : cours d'une religion reconnue ou de morale dans l'enseignement obligatoire organisé par les pouvoirs publics.
- Reconnaissance islam -> cours de religion organisé dès 1977-78
 - Proportion importante d'enseignants désignés sans titre pédagogique, voire avec de plus méconnaissance du français
 - Procédures de « rattrapage » (cours FLE)
 - Inspection, programme, ...
- En FWB (2014) :
 - +/- 47 500 élèves
 - 662 enseignants (430 ETP)
 - Impact cours d'éducation à la philosophie et la citoyenneté

6. Enjeux et controverses (1)

- Fonctionnement de l'EMB
 - Avec proportion de membres issus de mosquées non reconnues voire ne souhaitant pas reconnaissance
 - « Screening » (aujourd'hui supprimé)
 - Quel rôle envers les mosquées ?
 - Quelle implication des mosquées ?
 - Poids par rapport aux « organisations coupoles » ?

6. Enjeux et controverses (2)

- Formation des cadres religieux : imams, conseillers islamiques, enseignants, ...
 - Recherche CEDEM
 - Approches différentes au sein de « la » communauté musulmane
 - Perçu comme problème public pour c. islamique mais en fait aussi pour c. protestant et orthodoxe
 - Formations supérieures se mettent en place...

6. Enjeux et controverses (3)

- Dimension provinciale de la tutelle
 - 1^{er} culte organisé sur base provinciale
 - Connaissance limitée au niveau des villes et communes
 - Ex. Namur – Verviers – Bruxelles (sortie Y. Mayeur)
 - Quel interlocuteur pour quel niveau de pouvoir ?
 - Compétences locales : ordre public, aménagement du territoire, urbanisme, funérailles, ...

6. Enjeux et controverses (4)

- Nombre important de mosquées non reconnues
 - Situation partagée avec églises évangéliques
 - En attente
 - Pas intéressées
 - Conséquences
 - Notamment sur l'EMB

6. Enjeux et controverses (5)

- Rôle des pays étrangers
 - Pays d'origine
 - Élément structurant ?
 - Rôle de la Diyanet
 - Quid pour la formation des cadres religieux ?
 - Financements Arabie saoudite, Qatar
 - Position peu claire de la Belgique
 - Intention de certains acteurs publics de s'appuyer sur les pays d'origine (Maroc, Turquie) pour « contrer » d'autres influences ?

7. Conclusions (1)

- Le dispositif belge a pu s'ouvrir pour intégrer de nouveaux cultes, dont l'islam.
- Prise en compte limitée de la diversité de « la » communauté musulmane.
- Concrétisation plus ou moins rapide de la reconnaissance selon les secteurs
 - Ex. : rapide pour l'enseignement (+2) mais très lent pour les comités islamiques (+ 32)
 - Pas seules lenteurs rencontrées (ex. laïcité : 1981 – 1993 – 2002)
 - Problème de la perception de ces retards par les divers acteurs

7. Conclusions (2)

- « Discriminations » ?
 - Positives : subvention à l'EMB; formations; assistance administrative externe; ...
 - Négatives : « screening » (quid autorégulation ?)
 - Perception ?
- Enjeu central du « vivre ensemble » – au cœur du discours politique mais non rencontré au plan institutionnel

7. Conclusions (3)

- Efficacité ? En matière de...
 - « reconnaissance » ?
 - équité entre communautés convictionnelles ?
 - lutte contre le radicalisme ?
 - dialogue intraconvictionnel ?
 - dialogue interconvictionnel ?
 - dialogue avec les autorités civiles ?
 - émergence d'une élite musulmane ?

7. Conclusions (4)



8. En savoir plus...

- Voir notamment les pages de l'Observatoire des Relations Administratives entre les Cultes, la Laïcité organisée et l'Etat
 - <http://www.centre-craig.org/categorie/rerelations-eglises-etat.html>
 - Diverses références dont des dossiers sur :
 - le financement du culte islamique
 - la formation des cadres religieux
 - Aussi sur Facebook (très actif) et LinkedIn (-)